

## L'enseignement supérieur au Brésil:

### La lutte sociale entre le privilège et le droit

César Nunes<sup>1</sup>

#### Résumé

*Ce texte présente les fondements historiques et politiques du retard temporel de l'existence des universités au Brésil, résultant de la politique d'exploitation lors de la colonisation portugaise du pays (1500-1822). Il analyse également cette lacune dans la logique contradictoire de l'Empire du Brésil (1822-1889), qui assume une indépendance politique mais conserve l'esclavage et la structure de production basée sur de grands domaines. Dans ces formes économiques et politiques, l'existence d'établissements d'enseignement supérieur ne résulte pas d'une demande sociale, ils sont destinés aux élites et à la légitimation du pouvoir économique. L'article met l'accent sur les politiques d'offre de places entre 1996 et 2016, avec la re-démocratisation du pays après la dictature civile militaire (1964-1985). La société brésilienne produit deux projets d'organisation de la société et, par conséquent, de l'enseignement supérieur. Un projet néolibéral étend la marchandisation et la formation universitaire privée, avec ouverture des parts de capital sur le marché boursier et expansion de l'enseignement à distance. Un projet populaire et démocratique formule une politique d'accès à l'éducation, avec la création de nouvelles universités publiques, une politique de financement public de l'enseignement universitaire, une ouverture de l'Université aux groupes sociaux historiquement privés de leurs droits. Ce texte présente une évaluation historique et critique de ces deux projets et de leurs contradictions.*

#### Mots-clés

*Education. Enseignement supérieur. Université. Brésil.*

#### Abstract

*This paper presents the historical and political foundations of the time lag concerning the existence of universities in Brazil, as a result of a policy of exploitation during the Portuguese colonization of the country (1500-1822). It also analyses this gap within the contradictory logic of the Brazilian Empire (1822-1889), which assumes a political independence but keeps slavery and a production structure based*

---

<sup>1</sup> César Nunes est licencié en Philosophie, Histoire et Pédagogie, maître en éducation, docteur en Philosophie et Education, professeur « livre-docente » (HDR) en Éducation. Il est actuellement Professeur Titulaire de Philosophie de l'éducation de la Faculté d'éducation de l'Université d'Etat de Campinas (Unicamp). Site: [www.profcesarnunes.com.br](http://www.profcesarnunes.com.br); email [profcesarnunes@gmail.com](mailto:profcesarnunes@gmail.com) ou [cnunes@unicamp.br](mailto:cnunes@unicamp.br). Le texte français a été revu et corrigé par Manon Pinguat-Charlot, étudiante en Master à l'Université de Pau (France).

*on large landed properties. Within these economic and political forms, the existence of higher education institutions is not a result of social demand, rather they are intended for the elites and the legitimacy of economic power. This paper emphasizes the policies of provision of vacancies, which was carried out between 1996 and 2016, with the redemocratization of the country after the civil-military dictatorship (1964-1985). Brazilian society produces two models of social organization and consequently of higher education. There is a neoliberal project that extends the commodification and the privatisation of university education, with the opening of shares in the stock market and the expansion of distance education. There is also a popular and democratic project that formulates a policy of access to education, with the creation of new public universities, a public funding policy for university education, and an opening up of the universities to the social groups historically deprived of their rights. This text presents a historical and critical assessment of these two projects and their contradictions.*

**Keywords**

*Education; Higher Education; University. Brazil.*

Le but de cet article est de proposer un bilan historique et une interprétation critique de l'organisation de l'Enseignement Supérieur au Brésil. Il s'agit d'une étude *historico-critique*<sup>2</sup>, considérée ici comme une option théorique et méthodologique, prise entre les différentes méthodes d'enquête qui sont présentées dans le domaine de la recherche sur l'éducation au Brésil. Notre objectif est de présenter le cadre institutionnel et social actuel de l'organisation de l'enseignement universitaire, afin de caractériser quantitativement et qualitativement l'éducation supérieure au Brésil dans sa formation historique. L'analyse des politiques entreprise, outre la caractérisation de cette trajectoire historique et du cadre institutionnel actuel, se base sur la *conception critico-dialectique* de l'éducation, par la méthodologie de recherche qui vise à mettre en évidence la dynamique de la production sociale de la culture et de l'école, à partir des déterminants de nature économique et politique.

Les études sur l'identité de l'enseignement supérieur au Brésil font preuve d'un sentiment ou une inspiration toujours pessimiste, comme le souligne le chercheur Minto (2006 :18):

A titre d'illustration, on constate que la plupart des titres des travaux et recherches sur l'université, quelle que soit leur orientation idéologique, révèlent une analyse toujours très négative de l'enseignement supérieur dans le pays. Nous ne citerons que quelques-unes de ces œuvres, d'une importance particulière pour cette étude: *The University in Ruins* (Trinity, 1999); *Universidade Sitiada* (MENEZES, 2000); *Universidade desconstruída* (DIAS SOBRINHO & RISTOFF, 2000); *Universidades na penumbra* (GENTILI, 2001); *Universidade LTDA.* (MACHADO, 2000); o “*Impasse na academia*” (2000); “*Universidade em choque*” (2000); e *Universidade operacional* (CHAUÍ, 1996b). De nombreux titres d'ouvrages ont remplacés ceux déjà traditionnels, plus généraux sur le sujet, avec une adjectivation qui, en quelque sorte, adoucit - ce qui la rend parfois redondante - la prépondérance du terme « crise », pas moins fréquente.

Nous vivons des moments difficiles, comme sont généralement considérées les périodes de longue transition sociale, productive et culturelle. Nous n'avons pas l'intention de caractériser cette phase contradictoire du capitalisme mondial et ses expressions. Notre point de départ est l'analyse de la pratique sociale, avec ses fondamentaux économiques, et avec la dynamique des mouvements culturels et politiques, mais nous ne traiterons pas uniquement de cette caractérisation. Nous chercherons à exprimer une considération de nature *historique et philosophique*, soutenue sur la réflexion éthique et politique.

---

<sup>2</sup> Le concept de la méthodologie de recherche appelée « conception historico-critique » fait référence à une vision du monde qui prend en compte la situation économique, politique et sociale, comme les dimensions d'une certaine forme ou niveau de développement des relations de production d'une formation sociale.

Nous partons de l'hypothèse qu'éduquer implique de reconnaître que la condition humaine est *apprise*, historiquement produite, que l'éducation est un projet défini dans le temps et l'espace, humain et naturel. Cela signifie former l'homme, engendrer, ce qui revient à faire, produire la personne humaine, pour la vie en société. Cela implique de reconnaître que la tâche de devenir homme, *l'humanisation de soi*, se renouvelle à chaque naissance, chaque génération, dans chaque enfant. Nous sommes des êtres sociaux, des animaux politiques, des êtres sensibles, cohabitant sur la même terre, voyageurs de l'histoire, nous sommes des promesses et gages de futurs incertains. Le chercheur et éducateur brésilien Saviani (2006 :13) définit magistralement cette dimension éducative:

le travail éducatif est l'acte de produire, directement et intentionnellement, dans chaque individu singulier, l'humanité produite historiquement et collectivement par tous les hommes. Ainsi, l'objet de l'éducation est concerné, d'une part, par l'identification des éléments culturels qui doivent être assimilés par les individus de l'espèce humaine afin qu'ils deviennent humains, et d'autre part et concomitamment, par la découverte des moyens les plus appropriés pour atteindre cet objectif.

Nous sommes nés dans une société donnée, nous sommes tributaires ou héritiers d'une culture ou d'une civilisation. Chaque génération devra transmettre à la génération suivante le matériel et les symboles culturels de la marche historique de l'humanité. Et dans cet avenir étourdissant, nous cherchons tous à inventer, autant quand nous voulons construire, quand nous essayons de laisser une marque, que lorsque nous cherchons à créer et reproduire la pluralité de signes et de symboles qui nous garantissent la reconnaissance du chemin, la proximité des points sûrs, la direction. Ce chemin ne se fait pas sans l'aide des autres, des temps passés, comme des phares indiquant le chemin des temps futurs.

L'école de l'enseignement supérieur, à savoir celle qui est prête à former des personnes à un degré de réflexion et une dimension plus complexe que la première école, définie

comme élémentaire ou primaire, a une histoire qui lui est propre, une identité cohérente et une certaine fonction sociale. Peut-être la formation culturelle réflexive et éducative propre d'un certain degré supérieur est-elle née avec l'Académie de Platon (428-348 avant JC), dans la société grecque. Il existe sur ce point des interprétations différentes. À coup sûr, les universités ont émergé dans le terrain historique du Haut Moyen Age (siècles XI-XV) et ont produit des institutions aux caractéristiques propres à ce moment politique; les universités modernes ont été constituées à partir du déplacement des forces bourgeoises et leurs intérêts à partir des XVIe et XVIIe siècles, ainsi qu'au cours des siècles suivants. Au Brésil, nous avons été loin de ces deux identités : l'organisation de l'enseignement supérieur y fut tardive et anachronique.

### **Revenir aux Origines pour déchiffrer le Sphinx.**

Bien que les origines de l'école en tant qu'institution centrale de la pratique sociale puissent être cherchées dans les sociétés anciennes esclavagistes, comme l'Égypte, les civilisations de Rome et de la Grèce, c'est seulement avec l'émergence des sociétés modernes et de la fabrique que l'école est devenue l'une des plus grandes institutions culturelles, propre à la pratique sociale moderne. Avec différents moments politiques, et une multitude de motivations - religieuses, économiques, sociales, culturelles - l'école est devenue entre le XV et le XVI siècles, dans les pays centraux du développement capitaliste, l'institution la plus importante, avec l'objectif bourgeois d'annoncer la pleine réalisation de l'homme et des relations, culturelles, politiques, éthiques et économiques, reconnues comme *modernes*. L'expression des rapports capitalistes, la planification de nouveaux rapports de production, serait le moteur de l'universalisation ou de la massification de l'école.

C'est précisément notre prémisse. Le mode d'organisation de l'économie, ainsi que l'ordre politique de nature coloniale, mis en œuvre par l'État portugais, entre les XVe et XVIIIe siècles, ne trouverait pas la structure organique garantissant les intérêts de l'agent colonisateur, l'État portugais, avec une offre étendue de services éducatifs et scolaires au Brésil même. En traitant cette terre conquise comme une *colonie d'exploitation*, le Portugal a offert au Brésil un ensemble d'institutions de base, des ordres et des casernes militaires, des églises et des structures ecclésiastiques, des services fiscaux, mais l'Education n'en faisait pas partie, ni l'Ecole, et encore moins l'Enseignement supérieur ou l'Université (Furtado 1999).

Pour l'exploration du bois du « pau-brasil », utilisé en Europe pour extraire la *peinture rouge* tant convoitée propre à ce bois, et qui a donné naissance au nom officiel du pays; pour transporter l'argent, l'or et les épices; pour commercialiser le sucre produit dans des énormes fazendas de canne à sucre par la main d'œuvre réduite en esclavage amenée d'Afrique, il n'a pas été nécessaire de construire des écoles ou des universités. Rappelons que l'esclavage des Noirs a été légalement aboli au Brésil seulement en 1888.

Cunha (2007 :18) signale qu'il n'existe pas de critère d'unification de l'enseignement supérieur dans la colonie.

À une époque donnée, par exemple, l'enseignement supérieur se résume, au Brésil, à des cours de philosophie et de théologie; à une autre, un panel de cours professionnels, où la Philosophie n'est pas abordée par un cours distinct. Il est également inutile de chercher un critère, dans les caractéristiques des établissements dispensant un enseignement supérieur; car il se trouve dans les couvents, les hôpitaux, les casernes et même dans des institutions spécialisées: les écoles, les collèges, les facultés, les académies, les universités.

Toutefois, il identifie, tout comme Rossato (2005 :133), l'organisation religieuse comme la fécondatrice de l'enseignement supérieur brésilien.

Dans la colonie, malgré la présence d'autres ordres, comme les Franciscains, la Carmélites, les Bénédictins, les Jésuites ont pratiquement déployé l'ensemble du système éducatif de la colonie naissante. L'enseignement supérieur s'est pratiquement entièrement développé dans les écoles jésuites, sur la base du *Ratio studiorum*.

Dans les périodes politiques qui ont suivi la déclaration d'indépendance du Brésil en 1822, après trois siècles sous le joug colonial portugais, il n'y a pas de changements structurels. L'Empire brésilien (1822-1889) reposait sur le même esclavagisme infâme, sur la même base de production constituée par la latifundia et les monocultures (sucre, cacao, bois, épices, etc.). Dans l'Empire du Brésil, il n'y a pas de place pour les universités. Soit dit en passant, ni pour l'éducation de base, appelée « écoles d'apprendre à lire et à écrire » ou encore « écoles élémentaires. » Le fait est que l'État impérial est resté avec les structures de la colonisation portugaise, la même indifférence ou la même absence de politique éducative progressiste ou avancée, comme cela se passait dans le reste du monde, de l'Europe aux États-Unis de l'époque.

L'éducation scolaire au Brésil est considérée comme un privilège de classe et non pas reconnue comme un droit démocratique. Pendant la période coloniale (1500-1822), puis sous l'empire (1822-1889), l'éducation brésilienne était réservée hégémoniquement à l'Église catholique, en général, par l'action des plus importants Ordres et Congrégations religieuses, jésuites, franciscains, augustins et plus tard Dominicains, entre autres.

Ainsi, il existe une claire contradiction entre le mode d'organisation économique et la volonté d'expansion de l'école ou de création d'universités, comme dans d'autres États colonisateurs, comme l'Espagne, la France et la Hollande. Le Portugal agit beaucoup plus au Brésil comme *maître d'usines* que comme agent civilisateur. L'université, l'enseignement supérieur, à cet égard, est une institution en retard, un privilège des élites, une structure anachronique et séparée du Brésil économique, culturel et éducatif.

La rupture avec cette réalité n'a été effective qu'avec l'organisation du processus de développement des relations organiquement capitalistes au Brésil, accéléré à partir de 1930 avec une révolution politique qui a porté au pouvoir le leader populiste Getúlio Vargas (1882-1954). Le populisme, le nationalisme, le contrôle de l'État et l'implantation des relations et institutions juridiques de nature capitaliste ont été laissés aux mains de l'État, démiurge de la société, aux caractéristiques proches du fascisme. L'intérêt pour l'organisation de l'enseignement supérieur a émergé de ce nouvel ordre, de la tâche de promouvoir la mise en œuvre des relations capitalistes au Brésil, depuis 1930.

Aujourd'hui, plus de 80 ans après ces origines, l'enseignement supérieur brésilien est formé par un réseau considérable d'universités de relative production scientifique et montre, selon des évaluations récentes nationales et internationales, une ample capacité d'offrir des cours de formation nombreux et inégaux, autant pour la qualification académique reconnue que pour la formation technique exigée par les professionnalisations diverses et variées qui articulent la formation académique et professionnelle, usuelle et commune, dans cette période de capital mondialisé. Il s'agit d'un réseau organisé de la formation, reconnu par la Constitution, malgré toutes les contradictions historiques qui pèsent sur son identité. On peut dire, sans aucun doute, que l'enseignement supérieur brésilien est une représentation exacte des contradictions structurelles du pays lui-même, de la formation de sa société, de la mise en place de sa culture, de la production de son histoire, de sa constitution originale en tant que groupe humain, en tant que nation et en tant que peuple.



**Regarder la tragédie dans les yeux et commencer à la maîtriser.**

Ce que nous reconnaissons aujourd'hui comme *enseignement supérieur* brésilien révèle, par les chiffres exprimés, la contradiction culturelle arbitraire et injuste, économique et politique, du Brésil. En raison de ces huit décennies de développement des relations de production et de reproduction du capital, aujourd'hui le Brésil affronte une contradiction abyssale: une population de 210 millions de personnes, 9<sup>ème</sup> plus grande économie du monde selon le PIB, tout en étant classée 79<sup>e</sup> société en terme d'Indice de Développement Humain (IDH), avec des indices dramatiques de scolarisation, d'assainissement et de qualité de vie.

Dans le domaine de l'éducation, la Constitution fédérale de 1998 reconnaît deux degrés institutionnels d'offre et de gestion du Système Educatif National, à savoir l'Education de base (*Educação básica*) et l'Enseignement Supérieur.

L'éducation de base, correspondant à la première unité organisatrice de l'éducation formelle, est définie par l'éducation « infantile », de 0 à 5 ans, l'enseignement « fondamental », entre 6 et 14 ans, et l'enseignement « moyen », de 15 à 17 ans. Ces trois degrés ou formes d'enseignement et d'éducation constituent ce qu'on appelle l'éducation *básica*, de base.

Cette organisation institutionnelle et légale n'a été reconnue comme un *droit* de tous les enfants et adolescents, que lors d'ajustements juridiques découlant des changements opérés à partir de 2004 au Brésil. Un récent amendement constitutionnel, du 11 Novembre 2009, a étendu la scolarité obligatoire, passant de 7-14 ans à 4-17 ans. En d'autres termes, la proclamation de la garantie d'un type d'éducation et d'école dédiée à la formation de tous les enfants au Brésil s'est matérialisée récemment dans un précepte de la Constitution. Cette dimension n'a été reconnue qu'à partir de la première décennie

du troisième millénaire, ce qui montre à quel point notre identité scolaire et l'école sont obsolètes par rapport à d'autres sociétés et d'autres cultures modernes d'Europe et d'Amérique du Nord. Au Brésil les établissements d'éducation scolaire se constituaient de façon diverse et désarticulée. Si nous avons la possibilité de faire une métaphore de l'organisation du système éducatif avec la construction d'une résidence ou une maison, nous dirions que, pour constituer une maison ou une résidence, toujours d'une manière positive, nous commençons le projet par les fondations qui soutiendront la construction prévue. Ainsi, par cet exemple, on peut affirmer qu'au Brésil, l'éducation a commencé de manière contradictoire. L'enseignement supérieur, ici représenté par la capacité métaphorique à être considéré comme le toit d'une maison, est venu avant l'éducation infantile ou fondamentale, selon la terminologie actuelle. Le toit est venu avant les structures ou les fondations. Un enseignement supérieur répondant aux besoins économiques, politiques et culturels du XIXe siècle s'est construit au avant une éducation élémentaire pour tous mettant l'accent sur le droit à la lecture, à l'écriture, aux connaissances et posant les bases nécessaires à la citoyenneté culturelle et politique. La question de l'enseignement supérieur a toujours été liée aux intérêts des classes sociales dominantes, aristocratiques et oligarchiques de façon à transférer dans le domaine de l'éducation et de l'école les mêmes procédures, les mêmes droits et les mêmes privilèges détenus dans le monde économique, politique et culturel.

D'une façon générale, l'enseignement supérieur au Brésil a toujours été lié à l'articulation ou à l'organicité des structures de pouvoir et de domination économique et culturelle exercée par les classes propriétaires. L'accès à l'enseignement supérieur au Brésil n'a jamais été un droit pour tous, et encore moins une compétence pour les plus éclairés ou développés. L'expression, parfois répétée par l'éducateur brésilien Paulo

Freire (1921-1997), révèle cette contradiction; « *Le Sinhozinho voulait être doutorzinho* ». Cette expression, plus forte en portugais que dans sa traduction, signifie que le propriétaire foncier, reconnu par la domination économique et aristocratique, recherchait pour ses enfants une réussite académique ou universitaire, c'est-à-dire que, qui était l'héritier ou le propriétaire de la terre devait avoir dans son salon, la Casa Grande, un diplôme universitaire sur le mur, pour légitimer sa prétention à la domination économique et politique.

Lorsqu'on étudie les structures de la société et l'éducation en Amérique latine, on note que la fondation de la première université a eu lieu en 1535 à Lima, au Pérou, sous domination espagnole. Au Brésil, la première université, légalement constituée, est née en 1931. Cette seule différence historique nous apporte une réflexion et une conclusion analytique : le Brésil a souffert durant quatre siècles de la négation de l'institution définie comme l'Université. Cela s'explique par différentes causes et de multiples conditions imposées pour la reproduction des structures du pouvoir et de commandement des élites ayant perduré et exercé leur monopole.

Au Brésil, les relations bourgeoises sont anachroniques ou se manifestent de manière tardive, de sorte que leur histoire n'a jamais été présente dans notre conjoncture historique. Au cours des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, nettement révolutionnaires en Europe, que ce soit par l'expansion de la pensée libérale ou par le développement des luttes et des mouvements donnant naissance à la pensée socialiste, on ne trouve pas au Brésil la même dynamique ou identité. Même sous la République (1889-1930), l'accès et la permanence dans l'enseignement supérieur se sont reproduits de la même manière que durant le passé colonial et la politique impériale: l'enseignement supérieur est resté réservé aux intérêts des classes dominantes.

L'analyse de la société et de l'histoire culturelle brésilienne montre que, en réalité, l'enseignement supérieur a toujours souffert d'être légitimé par l'ordre économique, ce qui signifie que pour les élites aristocratiques et terriennes, pour la classe dirigeante ou quelque segment lié à elle dans l'empire, l'accès à l'enseignement supérieur se traduisait entièrement en formation technique et illustration de la politique pour le maintien de l'ordre et du *status quo*.

Dans la période de l'Empire (1822-1889), les rares dispositions que la société esclavagiste et l'État impérial prenaient pour l'accès à l'enseignement supérieur ont été presque insignifiants. En l'an 1879, par décret impérial, devait être mise en place la liberté de l'enseignement supérieur dans tout le pays, mais l'Assemblée qui approuvait les lois et résolutions décidées par les propriétaires de différents secteurs, a vidé de son contenu le contenu décret 7247 d'avril 1879. Cunha (2007 :85) affirme que

la vraie raison du maintien du monopole supérieur au sein du secteur public et, plus particulièrement, dans la sphère nationale (...) consistait à défendre le monopole de concession des privilèges professionnels, le pouvoir d'accorder des diplômes légalement valides.

Le régime républicain installé en 1889 prétendait résoudre d'abord le problème de l'analphabétisme chronique qui a marqué le pays pendant près de quatre siècles. Cette tâche de rédemption et de lutte contre l'analphabétisme commence au début du vingtième siècle. Aujourd'hui encore, au début du XXI siècle, elle n'a pas encore été pleinement accomplie, en raison des programmes et des projets, ou encore à cause de l'inefficacité des forces qui pourraient justement aider à surmonter les mécanismes contradictoires de ces dispositifs inefficaces.

La société brésilienne actuelle, composée de 210 millions de personnes, enregistre encore un taux d'analphabétisme de 8,9%, et on dénombre encore plus de 10 millions de personnes qui n'ont pas pu accéder à la lecture et l'écriture, ce qui constitue une

contradiction radicale pour la 8e ou 9e économie mondiale. Nous prenons ces points de repère comme indicatifs, mais dans le classement économique des sociétés, il y a toujours une relative symétrie entre les indices qui composent le PIB (Produit intérieur brut) et les dimensions ou structures sociales telles que l'assainissement, l'éducation, les politiques de santé, la longévité et la qualité de vie.

On peut dire clairement que le développement des relations capitalistes du Brésil, accentuées depuis 1930 avec l'industrialisation et l'urbanisation du pays, n'a pas été en mesure de réaliser ce que le capitalisme lui-même a mis en œuvre dans ses formations centrales, à savoir l'intégration du développement économique et de l'offre relative de droits sociaux tels que le réseau éducatif, l'offre de santé, une plate-forme de sécurité sociale et d'autres dispositifs de même nature. Dans notre pays, nous pouvons dire avec une relative tranquillité, que le développement économique a été dissocié de l'expansion des droits et des réalisations historiques et sociales; nous sommes une société économiquement riche, mais socialement pauvre.

Compte tenu de cette contradiction, on peut dire que l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur au XXe siècle a eu lieu à travers trois grands processus historiques, économiques et sociaux.

Le premier a commencé et s'est poursuivi entre 1930 et 1968, quand une réforme universitaire, en pleine dictature militaire (1964-1985) a marqué l'institution universitaire brésilienne par ses caractéristiques technocratiques (Germano 2000). Dans ce processus et projet, l'offre de l'enseignement supérieur a continué à être guidée par une distribution lente et rationnelle des fonctions sociales de pouvoir, de domination et d'appropriation du capital scolaire par les classes sociales moyennes et riches. La tâche de l'enseignement supérieur consistait à produire des professionnels et des techniciens,

technocrates et gestionnaires pour le développement des relations du capitalisme périphérique, qui s'intégrait à l'ordre mondial de l'après-guerre comme base économique subsidiaire et inféodée. Les politiques officielles avaient le souci de créer et gérer la formation de professionnels pour les domaines stratégiques du capital, avec l'accord nécessaire des catégories corporatives elles-mêmes, en Droit et dans les domaines de l'Ingénierie et de la Médecine.

De 1968 à 1996, on voit se structurer un second moment institutionnel de l'expansion des places et de la mise en ordre politique de l'enseignement supérieur au Brésil, avec le mouvement économique d'expansion de l'initiative privée dans l'offre et la gestion de formation supérieure, aux côtés de l'organisation des universités publiques, étatiques et fédérales, régies par des mécanismes stricts de sélection des étudiants; ce qui réalise un réseau dual d'enseignement, une école pour les classes sociales riches, avec des places dans l'enseignement public peu nombreuses et difficilement accessibles, et une autre, de contribution privée, pour les classes et groupes sociaux subalternes.

La politique d'expansion de l'offre par le secteur privé et la lenteur de la planification de l'enseignement supérieur public, avec sélection méritocratique et pénurie de places, agissent dans la même direction, de manière diversifiée et combinée, en ce qui concerne l'accès à l'enseignement supérieur. Le Vestibular<sup>3</sup>, à partir de 1968, devient un outil de sélection académique et, plus que cela, de sélection sociale. Les classes sociales les plus aisées, la classe moyenne et les classes dirigeantes propriétaires inscrivent leurs enfants à des cours de préparation au concours, cours intensifs dans l'exercice de la

---

<sup>3</sup> Le vestibular, concours d'entrée à l'université, est un processus d'évaluation et de sélection avec des épreuves portant sur les contenus du lycée, qui favorise les couches sociales économiquement en mesure de payer cher des cours « pré-vestibulaires », avec techniques de mémorisation et entraînement aux réponses à des questionnaires à choix multiples. Certains vestibulaires (comme celui de l'UNICAMP) offrent 2500 places pour 100.000 candidats.

mémoire et l'autodéfinition de la méritocratie, ce qui constitue la forme la plus performative d'accès aux examens et aux sélections mnémotechniques et méritocratiques.

Une troisième phase de la mise en ordre politique de l'enseignement supérieur au Brésil est accentuée depuis 1996, jusqu'à aujourd'hui (1996-2016). On voit se constituer deux grandes tendances politiques, institutionnelles et juridiques, sur la question de l'organisation de l'enseignement supérieur brésilien.

D'une part, l'État brésilien, conquis par le groupe politique et économique aligné sur le néolibéralisme mondial, sous la direction du Président Fernando Henrique Cardoso (1995-2001) et de Paulo Renato Costa Souza, ministre de l'Éducation pendant huit ans et ancien conseiller de la Banque Mondiale a apporté des changements radicaux et profonds dans la structure de l'enseignement supérieur du Brésil, dans le sens de la privatisation et de l'enseignement universitaire conçu comme marchandise. Une disposition légale permet l'entrée à la Bourse du portefeuille de capital et d'actions des institutions finançant les écoles supérieures en 2001, générant ainsi une collecte de ressources financières pour l'enseignement supérieur. Dans aucun pays au monde, même ceux où la plus libérale des traditions a été établie, l'enseignement supérieur a été laissé si vulnérable aux diktats du marché et du capital financier, avec prérogatives ou licences d'État pour offrir de tels services. Au Brésil, lorsque le marché boursier a commencé à opérer les actions des écoles d'enseignement supérieur, la soumission de cette forme de droit et de formation au marché est devenue réalité (Chauí 1997).

En raison de la nouvelle catégorisation de cette activité économique, les conceptions des établissements d'enseignement supérieur sont également altérées, afin de promouvoir la commercialisation des services de remise des diplômes de masse, sans tenir compte de

la formation, de la recherche ou des services à la communauté. Comme l'explique Minto (2006 :85), le décret du 19 Août 1997, organisant la différenciation institutionnelle de l'éducation,

a déterminé l'existence de cinq types d'établissements d'enseignement dans l'enseignement supérieur: les universités; les centres universitaires; les facultés intégrées; les facultés; et les instituts ou écoles supérieures, bien qu'il définisse leurs fonctions de forme incomplète. Le décret n. 3860 du 9 Juillet 2001 a pratiquement maintenu cette configuration. La réduction des types d'institutions à seulement trois, cependant, s'est faite en agrégeant en une seule modalité les facultés intégrées, facultés et instituts ou universités.

Ainsi apparaît clairement que l'enseignement supérieur, à ce moment historique, a été strictement réduit à de la marchandise. Dans cette même perspective, s'amplifie dans l'offre de cours de licence, de technologies, et peu à peu dans presque tous les domaines de la formation académique et professionnelle, une forme connue sous le nom d'enseignement à distance (EAD); avec pratiquement 0% d'étudiants en 2003, elle atteint 14,7% en 2012, avec 999.019 étudiants inscrits à l'université.

L'enseignement à distance a semblé être le *salut* de l'enseignement universitaire au Brésil, qui cesse de penser l'enseignement secondaire et universitaire en tant que dispositif de production de la pensée critique, temps et espace pour penser et développer un projet de nation capable de résoudre ou faire avancer les problèmes généraux du pays, pour désormais le constituer comme formation technique ou technologique tournée vers le marché du travail.

D'autre part, un second volet de l'organisation de l'éducation brésilienne, en ses différents niveaux, se constitue à travers la victoire d'un syndicaliste, ancien ouvrier métallurgique, qui a atteint une victoire écrasante aux élections pour la présidence en 2002, entré en fonction au 1 janvier 2003, Luiz Inacio Lula da Silva (2003-2010). Après deux mandats, il a indiqué une femme pour l'élection présidentielle, Dilma Rousseff (2011-2016), qui a gouverné lors d'un mandat, a été réélue pour un second mandat



mais, en 2016, a été empêchée de le poursuivre, par une manœuvre législative l'accusant de réaffectation illégale de fonds budgétaires par « pédalage fiscal », manœuvre appuyée par les médias dominants, « anti-lulistes », et considérée par beaucoup comme un coup d'état juridique et parlementaire.

Durant ces quatorze années des gouvernements Luiz Inacio Lula da Silva et Dilma Rousseff, s'est structuré un nouveau chemin, une nouvelle tendance de l'organisation de l'éducation et de l'école au Brésil, ainsi que d'autres projets clés, définissant une nouvelle politique de l'éducation pour l'enseignement supérieur. L'État a pris l'initiative d'élargir l'offre d'enseignement supérieur public, stagnante au cours des précédents gouvernements néo-libéraux, avec la création de 18 universités publiques fédérales, certaines d'entre elles avec de nombreux campus perfectionnés, passant d'une situation où l'on avait peu de places à une autre avec deux millions d'étudiants, le double des taux précédents. Cette évolution a été renforcée par des mécanismes de financement de l'État, sur la base de politiques réparatrices comme PROUNI<sup>4</sup>, FIES<sup>5</sup>, UAB<sup>6</sup>, REUNI<sup>7</sup>, qui ont reçu un bon accueil de la société, en particulier dans les classes les plus pauvres de la société brésilienne. Pendant la période du gouvernement Lula-Dilma, bien qu'il y ait eu des fluctuations, le taux de croissance et d'occupation des places dans les universités publiques était de 7,1 % contre 3,2% dans le secteur privé.

---

<sup>4</sup> Le Programme Université pour tous (PROUNI), créé par le gouvernement Lula en 2004, offre des bourses d'études complètes et partielles (50%) dans les établissements privés d'enseignement supérieur. Le programme a offert jusqu'à 100.000 bourses annuelles.

<sup>5</sup> Le FIES (Fonds de Financement Étudiant) est un projet de financement des étudiants inscrits dans des établissements privés d'enseignement supérieur; à partir de 2010 il a financé 100% des mensualités de cours.

<sup>6</sup> UAB (Université Ouverte du Brésil) est le projet d'expansion de places et de cours d'enseignement supérieur dans tous les domaines dans les centres d'enseignement à distance, se consacrant à la formation des enseignants dans tout le pays, avec priorité à la formation des enseignants de l'éducation de base.

<sup>7</sup> Le projet REUNI est un projet de restructuration des universités fédérales du Brésil, il a débuté en 2003, afin d'élargir les réseaux, les programmes et la structure pédagogique de ces mêmes universités publiques.

L'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur a été suivi d'une réflexion sur la qualité et la permanence du séjour à l'université, à travers la formulation d'orientations curriculaires. Ces réflexions et discussions se sont faites au Conseil National de l'Éducation, au Ministère de l'Éducation, dans tous les domaines et pour tous les projets d'expansion et de réorganisation de l'enseignement supérieur.

Des mécanismes de réparation et d'inclusion sociale se sont ajoutés aux idéaux juridiques et réglementaires de l'éducation brésilienne. Lignes directrices (orientations curriculaires) pour l'enseignement infantile, fondamental et moyen, pour l'éducation en campagne, pour l'éducation des populations itinérantes, programmes d'études pour les personnes en privation de liberté (détenus), lignes directrices pour l'éducation et l'histoire des populations d'origine africaine, Plan national d'éducation environnementale, politiques de quotas pour les Noirs, afro-descendants et les peuples autochtones, sont quelques-uns des mouvements et des productions légales et juridiques ayant abouti à l'adoption par le Conseil National de l'Éducation d'une nouvelle configuration juridique et institutionnelle de l'éducation brésilienne, dans le sens de l'organisation d'un Système National d'Éducation.

Aujourd'hui, le Brésil possède un système d'enseignement supérieur vaste et désarticulé. Selon le portail INEP (2013), il existe actuellement 106 universités fédérales - 10 dans le Centro-Oeste, 28 dans le Nordeste, 17 dans la région Nord, 34 dans la région la plus riche du pays, la région Sudeste, et 17 dans la région Sud. Ce sont 7,6 millions d'étudiants inscrits à des cours de « graduation » (niveau licence) au Brésil, soit plus de 31.866 cours offerts par 2.416 institutions - 304 publiques et 2112 privées. Il existe encore d'autres formes d'universités publiques, maintenues par 26 États et le District fédéral, entités juridiques composant l'Union. On compte 119 universités

d'Etat, également divisées par régions, 16 dans le Nordeste, 15 dans la région Sud, 79 dans le Sudeste, 5 dans la région Nord et seulement 4 dans la région du Centro-Oeste, selon les données de l'INEP (Institut Anísio Teixeira) (INEP 2013).

Les universités privées, sous leurs diverses formes, comptent 2090 institutions, 222 dans le Centro-Oeste, 378 au Nordeste, 120 dans la région Nord, 1.004 dans le Sudeste et 366 dans la région Sud, selon le même portail.

Dans le secteur des universités publiques fédérales, ce sont 1.137.851 étudiants inscrits dans les universités publiques, 604.517 dans les universités d'Etat, et 190.159 dans les universités et collectivités municipales; soit au total 1.932.527 étudiants dans cette modalité d'institution, sous ses différentes formes juridiques.

Dans le cadre de l'enseignement supérieur privé, on dénombre aujourd'hui 5.373.450 étudiants. Ces chiffres révèlent l'ampleur de la structure de l'enseignement supérieur au Brésil et son clivage structurel, l'organisation de l'offre de places dans les écoles privées, et l'accueil des étudiants dans la sphère publique.

En 2014, le troisième cycle (post-graduation) comptabilisait 3.741 programmes, responsables de 5.560 cours, dont 3.112 au niveau Master (*mestrado*) (56%), 1.878 au niveau doctoral (34%) et 570 Masters professionnels (10%). Entre 2003 et 2013, le Brésil est passé d'un peu plus de 23.000 à 59.000 docteurs.

Cependant, le processus historique ayant permis ces avancées a subi des coupures structurelles sous le gouvernement Temer (2016-2017). Aujourd'hui, on assiste à une rupture rapide de cette avancée historique, avec, encore une fois, dans les décisions néolibérales prises, des signes clairs de reflux et d'exclusion.

## Réflexions finales

Selon notre perception du monde, on ne peut pas étudier ou comprendre l'éducation et l'école sans une définition correcte et adéquate des facteurs économiques, sociaux et politiques, qui, tout à la fois, déterminent l'offre de ces services sociaux et expriment la nature de la nécessité matérielle. L'école et l'éducation, en fin de compte, sont toujours otages du développement économique et social.

L'enseignement supérieur, lui aussi, se révèle porteur des caractéristiques de la formation économique et culturelle en un moment historique particulier; autrement dit, la lecture des données, des dispositifs, de l'offre et de la demande pour l'enseignement supérieur révèle le rôle stratégique que ce type de formation joue dans une économie ou une société.

La première université brésilienne fut créée au cours du XXe siècle, en 1931, sous Getúlio Vargas (1930-1945), chef d'une fraction de la classe supérieure qui imposa à un pays agraire, précapitaliste, le modèle de développement du capital industriel et urbain. Getúlio Vargas produit une réforme du mode de production de l'époque et stimule le développement des forces productives capitalistes. Ces forces s'exercent à travers l'Etat, qui est ici le grand *démiurge*, l'organisateur qui induit le développement des relations de capital et, pour ce faire, crée l'Université du Brésil en 1931. En ce sens, l'université brésilienne est fille du XXe siècle.

L'Université de São Paulo (USP) est une autre grande référence. Créée en 1934, elle devra affronter trois ans après le coup d'Etat de l'*Estado Novo* (État Nouveau) (1937-1945), d'inspiration populiste et d'identité fasciste, mené par le même Getúlio Vargas. Aussi bien l'Université nationale, créée par Vargas, que l'USP, née des élites

régionales de Sao Paulo contre les intérêts de Getúlio Vargas, sont sous la domination de l'État.

L'université dans laquelle nous travaillons, l'Unicamp, a été fondée en 1968. N'ayant pas encore un demi-siècle, elle est loin des époques très différentes où se sont organisées les universités européennes et même les universités américaines, d'inspiration française, anglaises ou espagnole. Au Brésil, l'enseignement supérieur est élitiste, aristocratique, historiquement conservé comme un espace réservé aux élites agraires, aux couches dominantes du pouvoir industriel et commercial. Les universités brésiliennes, en général, ne portent pas un projet de nation ou d'une société pour tous. Aux classes travailleuses et moyennes est réservée, dans le meilleur des cas, une formation technique ou professionnelle.

Lors de deux moments historiques, nous pouvions, ou rêvions, réaliser une université engagée dans un projet national. La première tentative, peu avant le coup d'Etat militaire de 1964, a été dirigée par l'anthropologue Darcy Ribeiro (1922-1997), qui a osé rêver l'Université brésilienne, dans le cadre du projet de Brasilia, la nouvelle capitale, comme un centre de production d'une théorie et d'une pratique de la science et de la formation à partir des intérêts des couches sociales les plus défavorisées du Brésil. Il a rêvé que cette université était une université ouverte à tous les segments de la société, elle devait être une institution apportant une formation à tous les Brésiliens, alliant l'expertise technique aux engagements politiques du pays. Le coup d'Etat militaire de 1964 envahira l'Université de Brasilia, son recteur Darcy Ribeiro sera exilé et ce projet terminé. L'université, par la force de la dictature militaire, s'alignera sur les intérêts technocratiques du régime d'exception, qui durera 25 ans.

Le deuxième moment de la lutte pour l'utopie, pour former un projet politique pour l'université et l'enseignement supérieur au Brésil, a eu lieu avec l'élection de Luiz Inacio Lula da Silva et de Dilma Rousseff, en ce début du troisième millénaire (2003-2016). Ce projet a visé une université tournée vers l'éducation latino-américaine, vers la reconnaissance des cultures régionales, dans les régions les plus éloignées du pays, ainsi que d'autres initiatives d'offre d'enseignement supérieur, avec des cours de licence pour les populations côtières, pour les populations rurales et les populations historiquement laissées de côté, les noirs et les Indiens. Ce projet est vivant, au sein de la société civile, afin de maintenir la flamme de création des universités comme médiations pour penser la société civile et la culture dans laquelle l'université pourrait intégrer les intérêts et les besoins de la société, comme institution génératrice de projets, de questions, de recherche et inspiratrice des politiques publiques, génératrice de questions et des enquêtes nécessaires pour le développement national.

Ce projet s'est articulé avec d'autres, dans le but de dépasser les structures archaïques et l'exclusion qui prévalaient dans la formation sociale de la culture brésilienne.

La *Loi Maria da Penha* (Loi 11.340 du 7 Août 2006), portant le nom d'une femme brutalement paralysée par son ex-mari, régit maintenant la politique de protection des femmes. Elle crée des Juges de la violence domestique et familiale contre les femmes et établit des mesures d'assistance et de protection des femmes dans les situations de violence familiale. Cette loi représente une nouvelle attitude juridique et culturelle à l'égard des femmes et de la violence contre elles, dans un pays nettement patriarcal et machiste.

Une autre étape importante a été la lutte pour la réparation des dommages subis par les populations noires et afro-descendantes, qui ont historiquement été réduites en

esclavage et exploitées au Brésil. Les conséquences de la stigmatisation sont présentes dans la faible quantité de Noirs et afro-descendants dans les universités, aux postes de travail les mieux rémunérés. En 2003, la Chambre des Députés accueille un projet de loi pour traiter de l'égalité raciale. Les débats traînent pendant sept ans de discussion jusqu'à l'approbation finale, victorieuse, du *Statut de l'égalité raciale - Droit 12.288 du 20 Juillet 2010*. Instituée après des siècles de violence, discrimination, racisme et sexisme, cette loi « établit le statut de l'égalité raciale, afin d'assurer à la population noire l'effectivité de l'égalité des chances, la défense des droits ethniques individuels, collectifs et diffus et la lutte contre la discrimination et les autres formes d'intolérance ethnique » (art. 1).

Bien que l'émancipation ne se fasse pas encore par décrets et lois, ces institutions sont signes des nouvelles formes de culture et de vivre ensemble. Est également approuvée la *Loi sur les quotas* (Loi 12711, du 29 Août 2012), visant à réaliser de grands pas dans la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et la réduction des inégalités sociales dans le pays. Bien qu'elle puisse susciter encore certaines réserves, la loi avance dans l'inclusion des Noirs, la promotion des indigènes et la reconnaissance des *pardos* (métis), qui peuvent maintenant être vus à l'université, grâce à des actions affirmatives exemplaires.

Ces luttes ont également atteint les structures de l'éducation de base nationale. Les *Lignes directrices Nationales pour l'éducation environnementale* (CNE / CP n° 2/2012, du 18 Juin 2012) stipulent que l'éducation à la citoyenneté comprend la dimension politique environnementale à l'échelle locale, régionale et mondiale. Le concept et la politique de protection de l'environnement se joint à la défense de l'égalité et de la diversité.

L'approbation la plus importante, que nous considérons comme une importante victoire, est celle du *Plan National d'Éducation* (PNE), le 25 Juin 2014, loi adoptée pour orienter les politiques publiques pour l'inclusion, la diversité, l'école en temps intégral, le respect et le soin, prévue pour financer l'éducation avec 10% du PIB et organiser l'école au Brésil pour dix ans.

Cette loi a été définie et soutenue par deux Conférences Nationales (2010 et 2014) consacrées à l'Éducation pour l'Humanisation et la Citoyenneté, avec le slogan « droit d'être à l'école, droit d'apprendre à l'école. » Notre tactique, en cette époque de reflux, fut de garantir et déclarer que les luttes et les réalisations juridiques ne constituent qu'une étape dans la transformation profonde des caractéristiques structurelles de la société et de l'éducation au Brésil. Un nouveau droit de base, dans le domaine juridique, est une étape de cette lutte. Le deuxième temps, émanant du précédent, est de chercher à transformer les droits légaux, durement acquis, en pratique politique concrète, de réussir à transformer les droits proclamés en pratique sociale (Nunes et Romão 2013).

Une autre conquête importante fut la promulgation du *Statut de la Personne Handicapée* (Loi 13.146 du 6 Juillet 2015), pour assurer et promouvoir, sur un pied d'égalité, l'exercice des droits et des libertés fondamentales pour les personnes handicapées, visant leur inclusion et leur pleine insertion dans la société. Nous pouvons également citer, dans les derniers moments du gouvernement de Dilma Rousseff, assiégée par les forces conservatrices, l'adoption des *droits des travestis et transsexuels* à la reconnaissance de leur identité. Le décret 8.727 du 28 Avril 2016 prévoit l'utilisation du nom social et la reconnaissance par l'administration publique fédérale de l'identité de genre des personnes travesties et transsexuelles. Le Brésil avait déjà



approuvé, depuis 2008, la reconnaissance de l'union homo-affective stable et le droit de chacun des conjoints à laisser ses biens à son conjoint.

Un débat national s'est emparé du pays à propos de la question du genre. Il s'agit de reconnaître la pleine égalité entre les hommes et les femmes, entre hétérosexuels et homosexuels, et enfin la plénitude de l'orientation sexuelle. Ces lignes directrices ont été incorporées dans les dispositions des directives du programme national pour l'éducation de base et l'enseignement supérieur, et malgré les luttes de groupes conservateurs pour renverser ces horizons, cette orientation reste actuelle et en vigueur.

Ainsi, aujourd'hui existent de nombreuses orientations juridiques et institutionnelles pour promouvoir la dignité des personnes: pour l'éducation de base, l'éducation en milieu rural, l'éducation des Indigènes et des Communautés Quilombolas (créées par les esclaves fugitifs), l'éducation dans les prisons, l'éducation des Jeunes et des Adultes déscolarisés, l'éducation environnementale, l'éducation aux droits de l'homme, l'éducation des relations raciales-ethniques, l'enseignement de l'histoire de la culture afro-brésilienne et africaine, etc.

Ceci étant dit, nous savons que de nouveaux sujets émergent dans cette culture de la résistance et de la refondation de notre société, mais que nous sommes héritiers de sentiments socialement valorisés, marqués par la compétition, l'égoïsme, la cupidité, par l'affichage banal de la sexualité, l'exploitation du travail, la superficialité les mots et l'échec des conventions collectives. C'est pourquoi il ne faut pas seulement des dispositifs juridiques pointant et garantissant le droit pour ce sujet nouveau, il faut aussi une nouvelle école pour transformer nos pratiques éducatives reproductrices en pratiques éducatives transformatrices, humanisantes et démocratiques (Nunes et Romão 2013).

Sur ce point, nous sommes convaincus que, dans le contexte de reflux ou de régression que nous voyons aujourd'hui, sous la domination de l'Etat occupé de manière illégitime, la tâche la plus importante est de maintenir la lucidité et de reprendre la dynamique de lutte, dans tous les domaines, de façon à dénoncer l'arbitraire et convaincre les forces et les mouvements sociaux et de les sensibiliser à la nécessité de nouvelles pratiques d'éveil politique et de détermination active.

### Références

Chauí, Marilena. 1997. Ideologia neoliberal e universidades. São Carlos, UFSCar/Pró-reitoria de graduação.

Cunha, L. Antonio. 2007. A Universidade Temporã. São Paulo, Cortez.

Furtado, Celso. 1999. O longo amanhecer: reflexões sobre a formação do Brasil. Rio de Janeiro, Paz e Terra.

Germano, José Wellington. 2000. Estado militar e educação no Brasil. São Paulo, Cortez.

INEP. 2013. Sinopse estatística da educação superior – 2013. Brasília, Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais.

Minto, Lalo W. 2006. As reformas do ensino superior no Brasil: o público e o privado em questão. Campinas, Autores Associados.

Nunes, César & Romão, Eliana (ed.). 2013. Memória, História e Educação. Campinas, Editora Librum.

Rossato, Ricardo. 2005. Universidade: Nove Séculos de História. Passo Fundo, UPF.

Saviani, Dermeval. 2006. Pedagogia Histórico-Crítica: Primeiras Aproximações. Campinas, Autores Associados.